

Le Brésil, un pays où les familles croulent sous les **dettes**



Au Brésil, 80 % des ménages sont endettés. Un record dû à un cocktail de taux d'intérêt élevés, de paris en ligne, de bancarisation accélérée, de facilités d'accès au crédit et d'emplois précaires.

EL PAÍS

REPORTAGE

NAIARA GALARRAGA GORTÁZAR

Les preuves de l'extrême inégalité au Brésil sont quotidiennes. Tout récemment, elles ont éclaté au grand jour de façon cruelle. Alors que la proportion de familles endettées atteint un nouveau record (80 %) et s'invite avec force dans le débat électoral, la réaction d'une juge face à la perspective de perdre les privilèges extravagants de l'élite de la fonction publique a suscité la stupeur, puis le scandale. « Bientôt, nous ne pourrions même plus payer nos factures », s'est lamentée la magistrate lors d'une audience. Eva do Amaral Coelho, magistrate blanche, est allée encore plus loin : « Nous, les juges, serons bientôt comme ces fonctionnaires qui travaillent dans des conditions assimilables à l'esclavage. »

Le mois dernier, M^{me} Coelho a perçu 91.211 réaux (environ 15.770 euros) de salaire et de primes. Ses compatriotes le savent grâce aux lois brésiliennes sur la transparence.

Huit ménages sur dix ont des dettes, selon les données officielles, que ce soit auprès d'une banque ou d'un autre établissement financier, d'un opérateur téléphonique ou d'un fournisseur d'électricité. Parfois même auprès d'un parent ou d'un ami.

La moindre urgence menace l'équilibre des budgets

Comme tant d'autres, Deborah Desa, 21 ans, jongle pour financer ses études de droit et boucler ses fins de mois. Elle travaille comme stagiaire dans un cabinet d'avocats tout en donnant, à son compte, des conseils en droit du travail. Elle sait déjà ce que signifie être à découvert avec une carte de crédit. Il y a peu, lors d'une pause dans le centre de São Paulo, elle racontait avoir dû négocier un accord avec sa banque. Le plus souvent, cela implique de nouveaux délais et de nouveaux intérêts, en échange d'un effacement partiel de la dette.

L'endettement des ménages a explosé ces dernières années et atteint un niveau inédit. Un tiers de leurs revenus leur sert à rembourser des dettes. La cause : une tempête parfaite aux multiples composantes. Résultat : des situations dramatiques, et loin d'être exceptionnelles, comme devoir contracter un nouveau crédit pour rembourser



des dettes en cours.

Quelques chiffres suffisent à résumer l'ampleur du phénomène : 81 millions de Brésiliens figurent sur la liste officielle des mauvais payeurs. L'endettement des particuliers dépasse les 900 milliards de dollars (763 milliards d'euros), soit 35 % du produit intérieur brésilien, selon les données de la Banque centrale (contre 29 % en Colombie et 17 % au Mexique).

Cet endettement massif explique en partie pourquoi les bons résultats macroéconomiques ne se ressentent pas dans le portefeuille d'une grande partie des Brésiliens ordinaires. Et cela met le gouvernement de Luiz Inácio Lula da Silva à cran, à moins de six mois des élections présidentielles et législatives. Certes, le chômage est à un niveau historiquement bas (5,8 %), le revenu moyen a augmenté et l'inflation est restée sous contrôle jusqu'à ce que Donald Trump et Binyamin Netanyahu s'engagent dans une nouvelle guerre avec l'Iran. Mais les taux de crédit restent exorbitants, avec un taux directeur maintenu à 15 % pour contenir l'inflation.

La moindre urgence risque de faire exploser le budget familial, même parmi ceux qui disposent d'un emploi stable, comme le sait bien Carlos Rocha, 38 ans. Ce fonctionnaire explique avoir dû recourir à ce qu'on appelle ici un crédit prélevé directement sur le sa-

laire - la banque récupérant les mensualités directement sur la paie - pour financer une opération chirurgicale d'urgence de son épouse, Paola Carvalho, 36 ans. « Ça a été très rapide : une fois les vérifications effectuées, j'ai reçu l'argent dans la semaine même », explique Rocha. Tous deux sont venus de Boa Vista, près de la frontière vénézuélienne, à São Paulo pour faire du tourisme. Il précise toutefois qu'il s'agit d'un recours réservé aux situations exceptionnelles, « parce qu'au final, on peut payer jusqu'au double de la somme empruntée ».

Au Brésil, beaucoup utilisent leur carte de crédit pour acheter de la nourriture ou régler leurs factures essentielles. Il est courant de régler en plusieurs fois l'entrée d'un concert ou une paire de baskets. Une enseigne propose des Nike Air à 360 dollars (305 euros) en dix mensualités sans intérêts. Un véritable appât pour les acheteurs impulsifs. Tout le système encourage le paiement échelonné grâce à des programmes d'accumulation de points offrant toutes sortes d'avantages.

Pour le président Lula et son équipe,

l'endettement colossal accumulé par les familles s'explique par le coût élevé du crédit et... les paris en ligne. Le Brésil est un pays où les jeux de hasard ont été interdits pendant des décennies, mais aujourd'hui, « un casino est entré dans chaque foyer via le téléphone portable », a lancé un Lula exaspéré lors de sa récente visite à Barcelone.

Sous leur apparence inoffensive, les paris peuvent rapidement se transformer en addiction ou en une sorte de roulette russe pour obtenir de toute urgence l'argent nécessaire afin de payer une facture ou rembourser un prêt. Très vite, on peut se retrouver englouti dans un cercle vicieux qui provoque des ravages colossaux dans les finances déjà précaires de millions de familles.

Une tempête parfaite

Le ministère des Finances est en discussion avec les banques et les établissements financiers pour lancer un vaste programme de renégociation des impayés. Lula en avait déjà lancé un en 2023, juste après son retour au pouvoir, en ciblant les personnes les plus durement touchées par la pandémie. Le gouvernement espère

L'endettement des ménages a explosé ces dernières années et atteint un niveau inédit. © AFP

que les remises pourront atteindre jusqu'à 90 % de la dette.

Le niveau actuel d'endettement est le résultat d'une tempête parfaite. Un cocktail mêlant taux d'intérêt élevés, paris en ligne, précarité de l'emploi, numérisation des services financiers, facilité d'accès au crédit et hausse du coût de la vie.

Quelque 60 millions de Brésiliens ont accédé aux services bancaires au cours de la dernière décennie grâce à l'expansion d'Internet, aux téléphones portables et à Pix, le très populaire système de paiement instantané créé par la Banque centrale du Brésil. Ces autobus qui servaient autrefois d'agences bancaires itinérantes et circulaient entre les villes de l'intérieur de ce pays-continent sont désormais concurrencés par le téléphone portable. Pour beaucoup, c'est le moyen le plus simple et le moins coûteux de payer, d'être payé et aussi de contracter un crédit en quelques clics.

S'il est souvent difficile de comprendre les clauses en petits caractères de nombreux produits financiers, même pour les clients les mieux informés dans la plupart des pays, le défi est énorme dans un pays où de larges pans de la population restent peu familiers des notions les plus élémentaires de finances personnelles.

81

millions de Brésiliens figurent sur la liste officielle des mauvais payeurs.

1/3

des revenus des Brésiliens leur sert à rembourser des dettes.

Argent immédiat : de la nécessité à l'impulsion

Fernando, 23 ans, travaille sur un stand installé dans un magasin d'électroménager qui promet de l'« argent immédiat ». Il travaille pour Agil, un établissement financier spécialisé dans les prêts personnels. « Les montants vont de 200 à 13.000 réaux (de 35 à 2.250 euros environ, NDLR) et vous ne commencez à rembourser

qu'après un certain délai, avec un taux d'intérêt compris entre 15 % et 18 % », explique-t-il. Il sait peu de choses sur ceux qui ne respectent pas les conditions du contrat : « C'est le service de recouvrement qui s'occupe de ces dossiers. » A la caisse du magasin, une affiche détaille les conditions pour obtenir la carte de fidélité. Elle

promet des réductions, un paiement en douze mensualités sans intérêts et, le grand argument de vente, « une augmentation automatique du plafond [de crédit] à mesure que les factures sont payées ». Fernando, le vendeur de prêts instantanés, reconnaît que parmi les clients qu'il reçoit depuis qu'il travaille dans le secteur de la finance, seuls envi-

ron un tiers possèdent une véritable éducation financière : « Beaucoup souscrivent par nécessité ou par impulsion, sans être pleinement conscients du risque. » L'une de ses missions, ajoute-t-il, consiste à rester vigilant afin d'éviter que l'entreprise ne subisse des pertes liées à d'éventuels défauts de paiement. N.G.G.